ARMÉES ACTU 12

ASSOCIATION NATIONALE DES OFFICIERS DE RÉSÈRVE
DE L'ARMÉE DE L'AIR & DE L'ESPACE
Octobre - Décembre 2021

Joyeux Noël

et

heureuse année nouvelle

pour vous et

tous ceux qui vous sont chers…

IN MEMORIAM. 12.11.21 – 10.11.22

MORTS POUR LA FRANCE

Néant

MORT EN SERVICE COMMANDÉ

Caporal Ouladzislau CHASTAKOU, 24 ans,
2è Régiment Étranger d'Infanterie (Nîmes),
décédé accidentellement au cours d'un
exercice le 18 novembre 2021.

***

Extraits de l'interview du Général Thierry BURKHARD, Chef d'état-major des Armées,

parue dans l'hebdomadaire « Le Point ».

Dans une longue interview accordée à Jean GUISNEL, de l'hebdomadaire *Le Point*, notre nouveau CEMA, ancien légionnaire qui commandait jusque-là l'Armée de Terre, précise la vision de sa mission.

Deux point-clefs :

- la dissuasion nucléaire reste la clé de voute de notre stratégie de défense.
- les choses vont de plus en plus vite et sont de plus en plus imbriquées.

Quelques extraits :

« *Nous sommes désormais dans un monde tripolaire (Chine, Russie, Etats-Unis) inédit. A ces trois acteurs s'ajoutent des compétiteurs qui jouent leur propre partition. L'Iran, par exemple, n'est aligné sur aucun des trois. La Turquie – pourtant membre de l'OTAN, est très présente et très offensive. La Corée du nord n'interagit pas directement avec nous mais n'en est pas moins une puissance nucléaire.*

Voici vingt ou trente ans, le tempo des crises était souvent réglé par les actions de l'ONU. Aujourd'hui, des résolutions sont prises mais les acteurs de crises n'en tiennent plus compte. Ce qui change, c'est qu'ils ont désormais la volonté de se servir de leurs moyens.

La France, puissance d'équilibre.

Les Armées sont un des piliers de la stratégie française ; nous ne sommes pas une super puissance mais nous ne sommes pas condamnés à perdre notre influence. Nous avons des valeurs et des intérêts propres que nous devons défendre sans alignement ni équidistance. Il s'agit donc de jouer un rôle significatif dans la marche du monde, et garder le contrôle de notre destin et pour cela, d'avoir une vision stratégique.

L'Armée française ne cesse d'être une armée d'emploi, peut-être une des seules en Europe, et cela fait maintenant une vingtaine d'années que nous nous trouvons dans cette configuration. Jusqu'à il y a peu, nous pouvions nous limiter à ces opérations extérieures en nous préparant à faire une guerre, mais pas LA guerre. Or, c'est à celle-ci que nous devons nous préparer désormais. La guerre de demain nécessitera d'autres niveaux d'engagement. On parle de guerre de haute intensité mais cela veut surtout dire que nous devrons engager des combattants dans des volumes supérieur. A Barkhane*, les opérations se déroulent au niveau du groupement tactique (de 700 à 1 000 hommes) ou, souvent, de sous-groupement tactique (150 à 250 hommes). C'est un tour de force d'intégrer dans une même unité des artilleurs, des fantassins, un appui aérien, du renseignement etc. L'Armée française le fait très bien. Mais nous devons désormais préparer notre stratégie militaire à la lumière de trois notions : compétition ; contestation et affrontement. Dans ce cadre, volonté, détermination et préparation opérationnelle de haut niveau doivent nous permettre de « gagner la guerre avant la guerre »*.

Les Armées françaises doivent contribuer à la stratégie de puissance d'équilibre de la France. Nous devons pouvoir proposer au chef des armées une très large palette d'options militaires, dans tous les champs, y compris dans les milieux exo-atmosphérique et cyber en imposant des rapports de forces favorables.
En mars-avril 2021, nous avons envoyé une division française aux Etats-Unis participer à l'exercice War Fighter*.*
Un millier d'hommes de la 3e Division représentaient 222 000 combattants dans l'exercice. Dix jours plus tard, le bilan de nos pertes, même si nous étions victorieux, s'élevait à plus d'un millier de tués.
Il nous faut encore du temps pour être au niveau d'un engagement de haute intensité. Nous remontons en puissance grâce aux efforts actuels au travers de la loi de programmation militaire.
Nous sommes dans une phase de remontée en puissance qui doit faire évoluer le cycle actuel car la haute intensité est d'une autre dimension. Nos armées ont classé leur ennemi potentiel par niveau de puissance : Deimos *est un ennemi violent non conventionnel* ; Tentale *est une armée non étatique exprimant sa violence ;* Mercure *est une véritable armée* » ; Titan *serait comparable à des armées modernes, avec toutes leurs capacités, y compris en guerre électronique. Aujourd'hui, nous nous entrainons à affronter* Mercure, *c'est-à-dire à nous engager en combat dissymétrique, mais à partir de 2025 ou 2026, il faudra que nous soyons capables de nous entrainer à combattre, en coalition, face à un ennemi de type* Titan.

Ma responsabilité de chef d'état-major des armées consiste à mettre à la disposition du chef des armées un modèle d'armée crédible, équilibré et cohérent. L'espace hexo-atmosphérique ou le cyber exigeaient des investissements. Je suis lucide sur les moyens qui sont ceux de notre pays. J'accueillerai toujours avec plaisir toute augmentation de budget mais je dois veiller à faire le meilleur usage possible de l'effort de défense marqué qui a été lancé par le Président de la République en 2017. Il faut connaître nos compétiteurs, déceler leurs intentions et leurs envoyer des messages simples et dissuasifs. C'est que faire « la guerre avant le guerre ».

Consternant !

Tel est le résultat d'un sondage réalisé en octobre auprès de 1 000 Français, concernant leurs préoccupations dans le cadre de la future élection présidentielle. Le questionnement portait sur 23 critères à classer selon l'importance à y accorder. Résultat publié par le quotidien breton « Le Télégramme » :

- 1. pouvoir d'achat ; 2. santé ; 3. climat ; 4. éducation ; 5. insécurité ; 6. immigration ; 7. terrorisme ; 8. relocalisation des activités économique ; 9. jeunes ; 10. valeur du travail ; 11. croissance économique ; 12. luttes contre les fractures territoriales ; 13 ; grand âge et dépendance ; 14. énergie ; 15. dette publique ; 16. environnement proche ; 17. nouvelles formes de travail ; 18. rôle de la France dans le monde : 19. futures mobilités (?) ; 20. droit des minorités ; 21. futures innovations technologiques ; 22. culture et… enfin, <u>en 23e et dernière position</u>, ***l'Armée et la défense avec seulement… 5% d'intérêt !***

Conclave des chefs d'état-major « marine » de l'océan Indien.

Tenu à Paris les 15 et 16 novembre, il a réuni les chefs d'état-major des marines représentées afin de prendre les décisions d'orientation des travaux de l'IONS pour les prochaines années. Les échanges ont porté sur quatre thématiques : sécurité maritime, partage de l'information maritime et interopérabilité, assistance aux populations frappées par une catastrophe naturelle (acronyme HADR pour *Humanitarian Assistance and Disaster Relief*) et sécurité environnementale. Il a fait suite à la 7ème édition de ce symposium naval qui s'est tenue du 28 juin au 1er juillet 2021 sur l'île de La Réunion. A l'issue de ce conclave, les résolutions suivantes ont été adoptées :

- la présidence de l'IONS sera prise par la Thaïlande en 2023, puis par l'Inde en 2025 ; le Pakistan a été approuvé en tant que nouveau membre du groupe de travail permanent HADR ;
- deux exercices vont être prochainement organisés. Le premier sera dirigé par l'Iran avec pour thème la sécurité maritime et se tiendra fin 2021 / début 2022. Le second, « IMEX », sera organisé

conjointement par l'Inde et la France, fin mars 2022, au large de la côte ouest de l'Inde pour que les marines des membres d'IONS s'entraînent aux missions HADR.

Ces deux exercices permettront de tester à la mer des documents tactiques préparés par les groupes de travail IONS. Des échanges de jeunes officiers entre les pays riverains seront favorisés afin d'accroître l'interopérabilité entres les marines d'IONS. La sécurité environnementale a été rajoutée aux sujets des groupes de travail. Le conclave a par ailleurs fixé, pour les prochaines années, un programme de travail qui débouchera, à court terme, sur de nouvelles réalisations ou coopérations du forum.

Connaissiez-vous la MMFL ?

MMFL = Mission Militaire Française de Liaison... auprès des Soviétiques. 1945 – 1990.

Ce qui n'était plus l'Allemagne a d'abord été partagé en trois zones d'occupation, américaine et britannique dans sa moitié Ouest, soviétique dans sa partie Est. In fine, sous l'insistance de de Gaulle soutenu par Churchill, la France parviendra à avoir elle-aussi « sa » zone d'occupation, en forme d'ailes de papillon de la frontière suisse au nord du Palatinat, puis « son » secteur d'occupation à Berlin ou Britanniques et Américains ont là-aussi accepté de se « serrer un peu, les Soviétiques refusant de rendre le moindre mètre carré ! ».

Basée à Potsdam
et au *Quartier Napoléon* de Berlin,

la MMFL sera active en zone d'occupation soviétique puis en Allemagne de l'Est de 1947 à 1990.

Avec la Guerre froide, la mission va changer, « l'espionnage » prenant le pas sur la « liaison » !

Les équipes de la MMFL étaient basées à Potsdam, donc en pleine zone d'occupation soviétique qui deviendra la République démocratique allemande. Le soutien était assuré par les services du « Quartier Napoléon », (ex « *Hermann Göring Kaserne* »), magnifique caserne où étaient stationnés l'état-major du général commandant les forces mais aussi « Gouverneur » du secteur français, puisqu'aucune administration allemande ne pouvait décider quoi que ce soit sans l'accord de l'autorité occupante. On y trouvait aussi la Division diplomatique, (en liaison avec le Quai d'Orsay), nos deux régiments de combat ainsi que des unités de Transmissions, du Génie ; du Train ; des services techniques etc.). Un hôpital militaire, une église et des installations sportives pléthoriques, dont une magnifique piscine, étaient également à disposition.

Les Mercedes très « spéciales » [1] dans lesquelles les équipages – qui étaient armés – devaient pouvoir « vivre », étaient dotées de moyens permettant de se nourrir, se toiletter et dormir, tout en photographiant ce qui méritait de l'être... L'objectif était d'être et de rester en permanence le plus à jour « à jour » sur les structures et localisations des forces « d'en face », soviétiques et est-allemandes, qu'il s'agisse du nombre et de la localisation des unités, ainsi que sur de leurs moyens terrestres, aériens et maritimes.

Bien sûr, malgré « l'accord » de 1947, Russes et Allemands de l'Est faisaient tout leur possible pour entraver nos actions. Dans son dernier numéro « La voix du combattant », l'UNC rappelle sous la plume de Jean-François Calcet (ancien de la MMFL), que l'Armée rouge et la *Nationale-Volks-Armee* faisaient tout leur possible pour entraver ces missions, parfois de façon dramatique comme ce 22 mars 1984 où l'une de nos Mercedes fut volontairement et violemment percutée par un camion de l'armée Est-allemande. Trois

hommes étaient à bord, dont l'adjudant-chef Philippe Mariotti, très grièvement blessé et qui, perdant son sang, va succomber du fait de l'absence délibérée de réaction de nos adversaires communistes !

1. Mon épouse, qui travaillait au Quartier Napoléon, était en charge des plannings d'entretien des véhicules de la MMFL.

Bien sûr, les Soviétiques faisaient de même en Allemagne fédérale, le détachement de leur MMSB nous concernant – pendant de notre MMFL – étant établit à Baden-Baden où se trouvait l'état-major des Forces Françaises en Allemagne. D'ailleurs, lorsque lors de « évènements » du printemps 1968, le Président de Gaulle s'est rendu par hélicoptère à Baden-Baden pour y rencontrer le général Massu, commandant en chef des Forces Françaises en Allemagne, celui-ci avait reçu la veille des officiers soviétiques de la MMSB en service à... Baden-Baden.

Sur la base aérienne de Lahr où je servais comme contrôleur, nous étions priés d'avoir l'œil sur les véhicules qui tournaient autour du terrain, disposant pour ce faire d'une jumelle très puissante sur trépied. C'est ainsi qu'ayant repéré un véhicule près de la clôture nord du terrain, avec deux hommes équipés l'un de jumelles et l'autre de ce qui semblait être une caméra, j'ai informé les gendarmes comme ordonné. Ces derniers étaient à peine arrivés en bordure du champ, quand les deux « pingouins » sont remontés vite fait vers leur voiture pour s'exfiltrer à toute allure en direction de l'autoroute. Le fait est que pour ce genre de manip, un véhicule banalisé eut été préférable...

Histoire belge…

La Belgique « envisage » une participation active dans l'opération *Barkhane*, ou plus précisément au sein de la *Task Force Takuba.* En cas de feu vert politique, la Défense pourrait… y déployer l'équivalent d'un sous-groupement tactique interarmes à compter de la mi-2022 (!). La Belgique est présente dans *Takuba* depuis avril dernier avec une équipe « **restreinte de trois officiers d'état-major** ». Un officier chirurgien est par ailleurs venu appuyer la *Special Operations Surgical Team* française de Ménaka **entre fin septembre et… début novembre 2021**.

La Défense envisage de projeter un SGTIA « de manière graduelle et évolutive » à partir de la **mi-2022**, a déclaré le capitaine de frégate Kristof Van Belleghem, directeur des opérations au sein du cabinet de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder.

Ce sous-groupement tactique, composé de forces conventionnelles, **serait pleinement opérationnel à la fin de l'année 2022**. Le volume du contingent évoluera de 165 à 255 militaires en fonction de plusieurs paramètres, telles que « les évolutions de la situation politique et sécuritaire ». Les missions attribuées à cette compagnie de manœuvre pourraient consister en la protection de l'emprise de Gao et de convois logistiques, et d'autre part en la fourniture d'un appui de deuxième ligne au profit des forces spéciales européennes et de leurs partenaires maliens. En outre, la Défense étudie l'éventualité d'une participation aux activités d'entraînement des forces armées maliennes (FAMa).

« L'analyse détaillée de cet engagement est encore en cours à l'état-major de la Défense et fera l'objet de l'introduction d'un dossier spécifique en temps et en heure, **qui fera partie d'un débat parlementaire** » a dit le capitaine de frégate Van Belleghem. « *Avec cette contribution, la Belgique participera de manière concrète à la sécurité de la région et réduira les conséquences de l'instabilité étatique au Sahel pour la situation sécuritaire de l'Europe* », commente la Défense.

Amis belges, restez donc à jouer avec les gosses de vos rues… et sachez que finalement, cette « histoire belge » ne fait rire personne en France !

Actions/Opérations

Barkhane / Takuba.

Le COMANFOR, accompagné du CEMA suédois, ont marqué de leur présence la prise de commandement de la TF *Takuba* par le colonel Peter (SWE) après 8 mois de commandement exceptionnel du général (FRA) Landicheff. Colonne vertébrale de Barkhane, *Takuba* c'est 700 militaires des forces

spéciales françaises, tchèques, estoniennes, suédoises, italiennes, britanniques, hongroises et bientôt danoises. A terme, ce sont 2 000 militaires issus des forces spéciales européennes qui devraient être présents sur le sol malien sauf… si des mercenaires russes du groupe Wagner débarquent sur le terrain... Durant les trois derniers mois, l'Armée française a soutenu les forces maliennes en conduisant une soixantaine d'opérations conjointes et en assurant les déplacements par voie aérienne. A côté de ces opérations, nos unités s'entrainent à l'appui aérien rapproché (*close air support*), les JTAC (*Joint Terminal Attack Controller*) guidant les *Mirage* [1] pour délivrer des bombes guidées laser.

Exercices

Campagne de tir : du 27 septembre au 15 octobre dernier, une campagne de tir Sol-Air s'est tenue à l'île du Levant afin d'évaluer la capacité des unités et, entre autres, de vérifier la coordination des systèmes d'armes. La menace grandissante des drones d'attaques a également été prise en compte. En effet, depuis la COP 21, cette menace a conduit à former la totalité des personnels des escadrons de défense sol-air à la lutte anti drone. Aussi, ces unités participeront à la défense anti drones lors des prochaines compétitions sportives prévues en 2023 et 2024 (Coupe du monde de rugby et Jeux olympiques et paralympiques).

Cobalt : la Base aérienne 123 Orléans-Bricy a accueilli du 2 au 10 novembre cet exercice planifié par le Commandement des opérations spéciales et organisée par la Brigade des forces spéciales air. Cet exercice a notamment réuni le CPA10, le CPA30 et le 1er RPIMa sous les ailes de l'Escadron de Transport 3/61 *Poitou*. L'objectif de cet exercice 3D était de « qualifier et re-qualifier » les marqueurs, les largueurs mais aussi les équipages et les parachutistes, afin qu'ils soient prêts à travailler ensemble au combat, sur les bases de procédures connues d'eux seuls.

Volfa 21 : durant plus de 15 jours, des détachements de chasse allemands, belges, canadiens, danois, espagnols et suisses impliquant à leurs côtés des unités de transport – aéronefs et hélicoptères – des moyens de défense sol-air et des commandos de l'air.

Polaris 21 **:** du 18 novembre au 3 décembre, cet exercice majeur – dit « de haute intensité » a engagé en Méditerranée des forces navales « amies » importantes se portant au secours à un état fictif « attaqué » par un autre état méditerranéen (« *leadé* » par le PAN *Charles de Gaulle*), face à d'autres forces navales « ennemies » (dont le PHA *Tonnerre* était le leader…, soit une vingtaine de bâtiments américains, britanniques, espagnols, italiens et grecs et des dizaines d'aéronefs… des mêmes pays. Des troupes terrestres ont également été engagées (dont la 13e Demi-Brigade de la Légion étrangère), soit un total plus de 6 000 soldats français engagés. Enfin, le cyberespace aura aussi été de la partie, engageant depuis Paris le commandement de la cyberdéfense. Cet exercice avait aussi pour objet de rappeler à certains états (Algérie, Russie, Turquie entre autres) que la Méditerranée ne leur appartient pas…

Steadfast Jackal : déroulé du 24 novembre au 9 décembre sur la base aérienne 942 de Lyon Mont-Verdun, fait partie intégrante de cette phase d'entraînement et de certification. Il vise à tester et valider les capacités de l'AAE à planifier et conduire une opération aérienne interarmées et interalliés, dans les conditions prévues en cas de déclenchement de la NRF et, selon les standards de l'OTAN définis pour assurer l'interopérabilité des moyens, organisations et procédures des différentes nations contributrices. Organisé sous la forme d'un *Computer Assisted Exercise* (CAEX), l'exercice s'est tenu au Centre Air de Planification et de Conduite des Opérations (CAPCO), nouvellement mis en service au sein de l'AAE, impliquant sur le site lyonnais 300 militaires, français et étrangers. A compter du 1er janvier 2022, l'AAE se verra confier le commandement de la composante aérienne de la force de réaction rapide de l'OTAN (NATO *Response Force* - NRF) et les aviateurs se préparent depuis plus d'un an à cette échéance internationale majeure. La NRF est une force multinationale, technologiquement avancée, constituée de composantes des forces terrestres, aériennes, maritimes et des forces spéciales. Rapidement déployable, elle peut fournir une défense collective et une réponse militaire efficace à une crise émergente

***Euretex* :** cet exercice Génie a réuni en Belgique des sapeurs de 12 pays (Allemagne ; Autriche, Belgique ; Espagne ; Estonie ; Etats-Unis ; France ; Hongrie ; Italie ; Lituanie ; Luxembourg ; Pologne)

Calot rouge : pendant huit jours, cet exercice franco-allemand a rassemblé en terrain libre près de 500 soldats des deux armées.

1. Nos troupes au Sahel sont appuyées par des *Mirage* tandis que celles engagées au Moyen-Orient le sont par des *Rafale*.

Baccarat 2021 : cet exercice annuel a rassemblé des forces de trois régiments de l'ALAT, deux régiments de la Légion, deux régiments de la « Régulière » et d'une unité espagnole.

Forces

OTAN. Supreme Allied Command Transformation (SACT). Norfolk. USA.

Le 23 septembre dernier, Jens Slotennberg, secrétaire général de l'OTAN, a remis le drapeau du commandement allié transformation de l'Alliance au général Phillipe Lavigne qui a remplacé, pour trois ans, le général André Lanata. En effet, ce poste important est toujours attribué au chef d'état-major de l'Armée de l'Air au terme de son commandement. La mission consiste à transformer en tant que de besoin les capacités militaires de l'Alliance afin de pouvoir faire face à l'évolution des risques de conflits, et ce, pour chacune des 30 nations alliées. Sont ensuite déduites les évolutions nécessaires comparées aux capacités dans les domaines du commandement, de la logistique et du soutien médical, soit un « catalogue » de 11 000 capacités militaires. Le général d'armée aérienne Philippe Lavigne est ainsi de 5è commandeur du SACT.

Armée de l'Air & de l'Espace :

NRF 2022 : exercice de certification OTAN pour l'Armée de l'Air et de l'Espace. A compter du 1er janvier 2022, l'Armée de l'Air et de l'Espace (AAE) se verra confier le commandement de la composante aérienne de la force de réaction rapide de l'OTAN (*NATO Response Force - NRF*). Les Aviateurs se préparent depuis plus d'un an à cette échéance internationale majeure. La NRF est une force multinationale, technologiquement avancée, constituée de composantes des forces terrestres, aériennes, maritimes et des forces spéciales. Rapidement déployable, elle peut fournir une défense collective et une réponse militaire efficace à une crise émergente.

L'Armée de l'Air et de l'Espace et… la LPM magique ? Alors que l'éventualité d'un engagement de « haute intensité » n'est plus une vue de l'esprit, l'Armée de l'Air & de l'Espace aura-t-elle les moyens de « Faire face », selon sa devise ? Le rapport pour avis rendu par le député Jean-Jacques Ferrara, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances 2022, émet des réserves, notamment au sujet de l'aviation de combat.

« *Le niveau d'engagement en opérations a un impact direct sur la capacité de l'Armée de l'Air et de l'Espace à former et entraîner les équipages de manière organique, c'est-à-dire sur la préparation opérationnelle nécessaire au maintien des compétences à un haut niveau, alors que les opérations menées au Levant et au Sahel ne couvrent pas l'ensemble du spectre des compétences requises* ».

Pour y remédier, l'AAE a mis en place des « *formations différenciées* » afin de pouvoir s'assurer que « *l'ensemble des compétences requises est détenu par un noyau dur de personnels* ». Résultat : des équipages « *spécialisés ne peuvent pas exploiter pleinement les potentialités de leurs aéronefs, en particulier sur Rafale*. » Par ailleurs, l'intensité des engagements opérationnels « n'est pas sans conséquence sur la formation des jeunes, en raison de l'absence de cadres déployés en opération. De plus, le député relève une disponibilité des appareils encore trop faible (flottes de *Mirage* 2000), ce qui entraine des retards de formation des jeunes personnels navigants. Un autre point d'attention est « *la disponibilité des avions qui elle, reste perfectible même si elle tend à s'améliorer* ». La disponibilité technique opérationnelle du *Rafale* (Air et Marine) atteint 55,8 % au premier semestre 2021, contre 50,4 % en 2020 », taux très proche de celui constaté en 2018 (55,7 %) et pas éloigné de celui de 2017 (53,2 %) et de 2019 (52,2 %).

La situation des *Mirage* 2000 n'est pas meilleure, à cause de l'obsolescence des pièces, notamment au niveau de la coque radar. Ainsi, le taux de disponibilité des *Mirage* 2000 D s'est élevé à 39,9 % au premier trimestre 2019, 37,7 % en 2020 et 32,4% en 2021 (la modernisation de 55 exemplaires en cours explique en partie cette évolution). De plus, le « retrofit » de ces appareils se fait à minima : - aucune amélioration significative des capacités air-air n'est prévue (alors que le *Mirage* 2000 C va être retiré du service), et le système de guerre électronique n'est pas amélioré. S'ajoute la question du nombre d'avions pouvant être engagés… Sur les 102 *Rafale* dont disposait l'AAE en 2020, 14 étaient immobilisés pour être « cannibalisés ». Avec le contrat grec, 12 exemplaires seront prélevés… et 12 de plus si la Croatie confirme sa commande de *Rafale* d'occasion.

Si les 12 *Rafale* acquis par la Grèce seront remplacés par des appareils neufs…, rien n'est encore décidé pour ceux que la Croatie envisage d'acquérir. L'AAE ne disposera donc pas des 129 *Rafale* qui étaient prévus par la Loi de programmation militaire 2019-25, l'écart variant de 11 à 30 unités (les prélèvements de *Rafale* pour honorer les commandes interviennent alors que 12 *Mirage* 2000 C et 13 *Mirage* 2000 D seront retirés du service).

Quid de l'ambition 2030 définie par la LPM ? L'AAE pourra-t-elle disposer à terme des 185 *Rafale* convenus ? L'Armée de l'Air et de l'Espace continuera donc de mettre en œuvre une flotte mixte constituée de *Rafale* et de *Mirage* 2000 D, avec un nombre total d'avions accru sensé compenser la non-polyvalence des *Mirage 2000*. Le nombre d'avions espéré est ainsi d'environ 160 *Rafale* et une cinquantaine de *Mirage* 2000 D. Notons enfin que le faible nombre de munitions empêche les équipages de s'entraîner. Or, comme le confient les aviateurs, « *On ne connaît pas une munition qu'on ne tire pas* ».

- Lancement réussi pour trois satellites *Ceres* (satellites militaires de renseignement d'origine électromagnétique) mis en orbite par Arianespace. L'opération a été réalisée avec une fusée européenne *Vega* depuis le centre spatial de Kourou en Guyane française.

Ceres est un moyen de renseignement innovant qui contribuera au renforcement de nos capacités spatiales de défense, déterminantes pour notre souveraineté et notre indépendance stratégique. Quelques semaines après le succès du lancement du satellite militaire *Syracuse*, « *la France confirme sa puissance dans le domaine spatial, en alliant des technologies et des ressources que peu de pays au monde maitrisent* », a déclaré la ministre des Armées Florence Parly. *Ceres* est le premier système en Europe capable de détecter des radars et des moyens de communication depuis l'espace. Survolant la terre en formation à 700 km d'altitude, les trois satellites (450 kg) collectent des données par tous les temps permettant de « caractériser et localiser des émetteurs », explique Arianesapace. Ils peuvent par exemple détecter des batteries de défense anti-aérienne ou des centres de communication ennemis n'importe quand et partout dans le monde.

- Plusieurs unités binationales servent notre Armée de l'Air et de l'Espace :

- sur la BA133 de Nancy, le centre de formation à l'appui aérien, unité interalliée qui forme depuis 20 ans les spécialistes français et allemands,

- La France et l'Allemagne assure à tour de rôle le commandement de *l'European Air Transport Command* qui gère 170 appareils de transport de 7 pays membres (initiative franco-allemande en 1999, et, bien sûr, l'Escadron de transport franco-allemand qui, sur la BA 105 d'Evreux, va mettre en ligne une flotte d'appareils des deux armées gérée par 150 aviateurs des deux nations, effectifs qui monteront à 260 d'ici 2024.

- Le jeudi 9 décembre 2021, sur la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy et présidée par le général de corps aérien Laurent Lherbette, commandant les Forces Aériennes, s'est déroulée la cérémonie de départ de l'Armée de l'Air et de l'Espace (AAE) du général de brigade aérienne Philippe Landicheff. De spécialité commando parachutiste de l'air, le général Landicheff a effectué une grande partie de sa carrière au sein des forces spéciales françaises. Il a notamment commandé les Commandos Parachutiste de l'Air n°10 et 30. Lors de cette cérémonie, le général Lherbette, le général Landicheff et le colonel Guillaume Vernet, commandant

la BA 123, ont remis plusieurs décorations à des Aviateurs du CPA 10, du CPA 30 et de l'Escadron de Transport 3/61 *Poitou*, lui aussi rattaché aux forces spéciales françaises.

Armée de Terre :

La Direction générale de l'armement a assuré le 16 novembre la livraison d'un lot de missiles moyenne portée (MMP) comprenant le 1000e MMP produit pour les forces françaises par MBDA. Le MMP est un missile polyvalent qui peut être tiré par un fantassin ou à partir de différentes plateformes (véhicules blindés, véhicules légers, navires ou embarcations). Il équipera notamment le nouveau véhicule blindé léger *Jaguar*, dont les premiers exemplaires seront livrés d'ici la fin de l'année.

Conjointement avec le Royaume-Uni et la Belgique, notre Armée de Terre prépare, pour 2023, un exercice mettant en œuvre des moyens de confrontation électromagnétique.

En 2021, plus de 260 véhicules blindés multi rôles *Griffon* (VBMR) ont été livrés aux unités et 41 hélicoptères *Tigre* ont été rénovés.

Marine nationale :

- L'*Alsace*, 7e des huit frégates multi-missions, a été officiellement admise en service le 22 novembre. Jumelle de l'*Alsace*, la *Lorraine* doit débuter ses essais en mer au printemps 2022, pour une mise en service en fin d'année. Ces bâtiments de 142 mètres et 6 000 tonnes de déplacement sont conçus pour mettre en œuvre 32 missiles surface-air *Aster* et *Aster* 30, et 8 missiles anti navires *Exocet* MM40.

Ils sont aussi dotés d'une tourelle de 76 mm, des torpilles MU90 et d'un hélicoptère *Caïman.* L'électronique comprend un radar multifonctions *Héraclès*, des brouilleurs, des lance-leurres anti-missile et anti-torpille et un sonar de coque.

- Devinette : « Combien de personnels féminins servent à bord du PAN *Charles de Gaulle* ?

Réponse : 240 sur 1 750 marins.

- Le 26 novembre 2021, la DGA a réceptionné l'*Arbalète* et l'*Arquebuse*, les deux premiers Engins de débarquement amphibie standard (EDA-S) commandés en 2019 à la société CNIM au profit de la Marine nationale et de l'Armée de terre. Les livraisons des douze EDA-S suivants s'échelonneront jusqu'à 2025.

- BCR *Var* : retiré du service le 1er juillet dernier, le bâtiment de commandement et de ravitaillement *Var* a officiellement quitté la flotte française. En présence d'anciens commandants du bâtiment, la dernière cérémonie des couleurs s'est déroulée à bord le 8 décembre.

Cyber : - près de 900 postes de cyber-combattants sont à pourvoir d'ici 2025.

Equipements

Heureuse surprise...

Le gouvernement français a officialisé la commande à Airbus de 169 hélicoptères H160M *Guépard* destinés aux forces armées, soit un contrat de matériel et de services de 10 milliards d'euros au total. Ces appareils seront répartis entre l'Armée de Terre (80), la Marine nationale (49) et l'Armée de l'Air et de l'Espace (40), pour des livraisons débutant en 2027. Ils remplaceront des hélicoptères *Alouette* III, *Gazelle*, *Dauphin*, *Panther* et *Fennec*, dont certains sont en service depuis plus de 40 ans.

Onze appareils supplémentaires ont également été commandés, dont dix H160 pour la Gendarmerie nationale, une commande « décidée dans le cadre du plan de soutien à l'industrie aéronautique, pour un montant de plus de 200 millions d'euros ». Ce contrat avait déjà été évoqué par le gouvernement.

Forum Innovation Défense

Le Forum Innovation Défense (FID) s'est tenu durant trois jours fin novembre à Paris. L'innovation a toujours été au cœur de l'industrie de la défense, mais elle l'est plus encore depuis la création, en 2018, de l'Agence Innovation Défense. Rattachée au Délégué général pour l'armement (DGA), cette cellule est chargée de détecter des technologies, des talents et des entreprises. Pas seulement ceux spécialisés dans ce secteur, mais aussi ceux de tous les univers de l'industrie, de la recherche, des sciences et même des réseaux sociaux...

« En trois ans, nous avons référencés 600 startups et travaillé sur 400 projets d'innovation dont 200 ont été lancés avec la DGA (« lutte anti-drone ; intelligence artificielle ; l'interaction homme machine et le spatial » indique le directeur de l'AID.

L'innovation a toujours été au cœur de l'industrie de la défense. C'est inéluctable mais elle l'est plus encore depuis la création, en 2018, de l'Agence Innovation Défense. « En trois ans, nous avons référencés 600 startups et travaillé sur 400 projets d'innovation dont 200 ont été lancés avec la DGA (direction générale de l'armement autour de lutte anti-drone, l'intelligence artificielle, l'interaction Homme-machine et le spatial » indique directeur de l'AID.

Lors du Forum Innovation Défense (FID) qui s'est tenu à Paris durant trois jours, l'AID a dévoilé 110 projets développés par de grandes entreprises, des PME et des startups. Parmi les innovations présentées, *Spot*, le « robot chien » de Boston Dynamics, devient cette fois une bulle 4G pour diffuser les données recueillies par des drones à des unités Terre, Air et Mer. Dans l'Armée de Terre, il fait de la surveillance, transporte du matériel et se déplace dans des zones à accès difficile.

Pour l'Armée de Terre encore : un simulateur de combat en réalité virtuelle créé pour la formation des troupes, inspiré des jeux vidéo mais avec plus de réalisme, des règles plus strictes et… sans possibilité de « gagner des vies supplémentaires ». Le soldat augmenté est au cœur des innovations de l'AID qui a lancé le programme *Centurion*. Il s'agit d'équipements et de technologies pour le combattant du futur comme un casque connecté et des vêtements intelligents.

Le projet HPBES (substitut épidermique à base de plasma humain) a aussi été dévoilé. Il permet de créer de la peau humaine à partir d'une biopsie cutanée saine de 1 à 5 cm2 d'un grand brulé. Ce projet est devenu une question de souveraineté médicale depuis que le laboratoire américain fournisseur du ministère des Armées a cessé les exportations de culture peaux.

Les visiteurs qui ont aussi découvert le cockpit de l'avion de chasse du futur, ont pu s'installer pour prendre les commandes du NGF (*New generation fighter*), l'avion de combat au cœur du SCAF (système de combat aérien du futur).

Un « bateau d'assaut volant » destiné aux Commandos Marine, et qui sera doté d'hydrofoils rétractables, pourra aller plus vite et plus loin en « volant » au-dessus des vagues.

Marine nationale

Caïman *Marine* : alors que le taux global de disponibilité des *Caïman* est toujours critique, le 27è et dernier appareil commandé pour la Marine nationale a été livré le 10 décembre, livraison qui intervient dix ans après la mise en service des premiers hélicoptères de ce type au sein de l'aéronautique navale. Pour mémoire, le *Caïman* Marine est la version française du NH90 NFH (Nato Frigate Helicopter), conçu et produit par le consortium NHIndustries regroupant Airbus Helicopters, Augusta, Westland et Fokker.

RAPIDFire Naval : c'est l'un des programmes d'équipements navals les plus discrets conduits actuellement par Nexter et Thales. Il s'agit du nouveau canon automatique de 40 mm dont les premiers exemplaires embarqueront sur les futurs bâtiments ravitailleurs de forces (BRF/FLOTLOG) de la Marine nationale.

Sous-Marin Perle : Le retour du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Perle* à Toulon, après dix mois de travaux, permettra de reprendre les travaux et réparations interrompus suite de l'incendie survenu en juin 2020. Le transit du SNA *Perle* depuis Cherbourg (où ont été réalisées les opérations de découpe et de jonction de sa coque avec celle du SNA *Saphir*), jusqu'à Toulon, a été effectué grâce à un navire affrété spécialisé semi-submersible.

FDI : 16 décembre à Lorient. Mise sur cale et début des assemblages de la première frégate de défense et d'intervention (FDI) par Naval Group ; elle sera 100% numérique et cyber-sécurisée. Quatre autres frégates de même type seront construites d'ici 2030. Naval Group va aussi se positionner sur les SNLE de troisième génération, sur le prochain porte-avions nucléaire, sur les patrouilleurs océaniques et sur le projet européen de corvette de patrouille. Le groupe est aussi impliqué dans un programme belgo-néerlandais.

Armée de Terre

ALAT : le 4è RHFS (forces spéciales) devrait recevoir une dizaine d'hélicoptères de combat *Tigre*... Fort bien ! il devra en effet conserver ses *Gazelle* jusqu'en 2030, alors remplacées par des *Guépard*. Mises en service au début des années 70, les *Gazelle* ALAT totaliseront alors plus de 40 ans de vie !

Histoire

26 décembre 2003. Décès du traître Boudarel.

Chrétien progressiste qui voulait devenir prêtre, puis marxiste et militant du parti communiste français, Georges Boudarel s'embarque en avril 1948 pour l'Indochine comme professeur de philosophie.
Il y anime l'antenne indochinoise du PCF à laquelle appartient aussi Jean Chesneaux, historien communiste. Le 17 décembre 1950, refusant d'être incorporé dans l'Armée française, il se cache et est considéré comme « insoumis », puis déserteur. C'est alors qu'il rejoint le Việt Minh et gagne le Tonkin. En 1953, il est nommé commissaire politique dans un des camps de rééducation de prisonniers les plus sinistres, le Camp 113.
Situé près du village de Nam Nahm, à 25 km à l'ouest de la Route Coloniale 2, ce camp insalubre, connut très vite de sinistres activités mortifères…, son cimetière débordant de cadavres que les grosses pluies d'automne déterraient. Les rats pullulaient et, comme dans tous les camps viêts, s'attaquaient aux mourants à l'infirmerie. Dès lors, la situation sanitaire devint telle qu'il fallut évacuer ce camp et le reconstruire 30 kilomètres plus à l'est, au nord de Vint-Thuy, près de Lang-Kieu et non loin de la RC2.
Quelques 320 prisonniers, abandonnés à leurs délires, à leurs rêves et à leurs rancœurs, tous d'origine européenne, officiers, sous-officiers et soldats, croupissaient dans ce camp dans des conditions infâmes d'alimentation, d'hygiène et de prophylaxie. A l'infirmerie, véritable antichambre de la mort, des squelettes vivants agonisaient, vaincus par la faim et la maladie, ou bien rongés par la vermine sous un essaim de grosses mouches vertes. Vidés par la dysenterie, minés par le paludisme, l'avitaminose, les ascaris, la peau rongée par les champignons de la dartre annamite, de la bourbouille et du hong-kong-foot, certains avaient eu les lobes des oreilles et la base des narines entamés par les rats la nuit. Aussi se laissaient-ils mourir...
D'ailleurs, tous ceux qui étaient admis à l'infirmerie mouraient, les agonisants attendant la mort, les épuisés prenant la place des agonisants, les sans-espoirs succédant aux épuisés, les nouveaux arrivés comblant les vides avant d'entretenir ce cycle.

Dans un endroit retiré, des latrines avaient été creusées où grouillaient des millions d'asticots qui donnaient naissance à des multitudes de mouches vecteurs de toutes les maladies, véritable « pont aérien entre ce lieu et les cuisines » selon le mot même de Boudarel.
C'est en ce lieu sinistre que Boudarel, « Dai Dông » pour les Viêts, mit au point des sévices chaque jour plus raffinés et excella dans le lavage de cerveau en rabâchant les doctrines du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

Ses spécialités : abreuver les prisonniers de cours de « rééducation politique », obligeant les blessés et les malades à participer à ces séances de « lavage de cerveau » par l'autocritique afin de les détruire moralement ; mentir en promettant des libérations prochaines qui n'arrivaient jamais ; remettre très ouvertement au Vietminh les médicaments donnés par la Croix-Rouge française qui étaient parachutés au bénéfice des prisonniers ; réserver aux prisonniers évadés puis repris des tortures physiques et morales qui les achevaient ; pousser la cruauté jusqu'à annoncer la libération de prisonniers puis revenir sur sa décision. Il condamna à mort le Commandant de la 7e compagnie du 5è Régiment Etranger d'Infanterie, qui avait tenté de s'évader, ordonnant à son frère de commander le peloton d'exécution ! Ce dernier refusa bien évidemment et il sera pour cela enfermé dans une « cage à singe ». Situées sous les « *ca-gna* »[1], territoire des rats, ces cages de bambou étaient bien trop petite pour qu'un européen puisse s'y mouvoir un tant soit peu.
C'est pourquoi le taux de mortalité dans son camp dépassa les 70% ! Cité en exemple par les commissaires politique viets, il exportera ses « méthodes » dans d'autres camps vietminh !

Condamné à mort après la guerre, il est amnistié en juin 1966 !!! Il rentre alors en France où il sera aussitôt coopté par le CNRS et accueilli à bras ouverts par l'intelligentsia communiste française pour

préparer une thèse à l'université de Jussieu-Paris VII. Il y servira en tant que maître de conférences d'histoire jusqu'à... sa retraite, payée par l'Etat ! Ne regrettant rien, il aura l'impudence d'annoncer avec fierté que dans son camp, 278 de ses 320 prisonniers n'ont pas survécu à ses décisions.
Il décède dans son lit le 26 décembre 2003.
Les protections dont il a bénéficié de la part des communistes français mais aussi d'« intellectuels » dit de gauche sont autant d'insultes à la mémoire de nos soldats tombés en Indochine.

Il y est des moments où la République déraille...

1. Cabannes en bambou